

ont été versés aux entreprises d'entreposage de produits agricoles ne seront pas renouvelés et ce bill stipule qu'on se débarrassera des élévateurs.

J'ai déjà livré un peu de grain. Quand j'ai commencé à faire du camionnage, je demandais un demi-cent du boisseau par mille. Je ne sais pas si c'est le tarif normal aujourd'hui. Je ne fais plus de camionnage et peut-être suis-je en retard sur mon temps à cet égard. C'était le tarif normal il y a des années de cela et j'imagine que certains camionneurs doivent exiger un tarif semblable aujourd'hui; probablement que le tarif a augmenté progressivement. Mais pour les livraisons de 25 ou 30 milles, il ne faut pas oublier que ce bill autorise les gens à se débarrasser complètement des élévateurs. Ce n'est qu'une étape. La prochaine sera la suppression des chemins de fer et, par là-même, celle des collectivité.

Le ministre nous demande d'accepter ce bill omnibus, qui comprend des pages et des pages. Pour le moment, je ne suis pas disposé à dire au ministre que nous, de l'opposition, allons détruire toutes les collectivité qu'il voudrait détruire, parce qu'il a un plan directeur; ce n'est peut-être pas tant lui-même, que cet autre ministre, visiblement bien plus puissant que lui. Monsieur l'Orateur, il y a parfois des heurts au sein du cabinet que peu de gens perçoivent. Mais les jours du ministre sont comptés. Il s'est glissé tout doucement et les libéraux l'ont accepté. Nous lui avons souhaité bonne chance. Nous avons vraiment cru qu'il allait travailler pour nous. Mais, je vous le dirai, monsieur l'Orateur, le ministre est en perte de vitesse, car il n'a pas ses entrées dans le bureau du premier ministre (M. Trudeau). Il n'a aucun moyen de convaincre le premier ministre de ce qu'il veut. En réalité, il ne le souhaite pas lui-même. Comment peut-il convaincre le premier ministre lorsque l'autre ministre lui dit ce qu'il faut faire? C'est l'autre ministre, et pas lui, qui prononce les discours sur la question.

J'ai surveillé la situation. J'ai dû le faire par devoir. La plupart des députés l'ont sans doute aussi surveillée. Malgré toute l'estime que nous avons pour lui, comme homme, nous voyons qu'il perd son pouvoir, qui passe à l'autre ministre. Celui-ci monte graduellement en grade parce qu'il fait ce que le premier ministre lui dit de faire.

Que lui dit le premier ministre? Tout simplement: «Pourquoi devrais-je vendre votre blé»? Quand on part de ce principe, n'importe quoi peut se produire. Il ne veut pas vendre votre blé parce qu'il ne veut pas vous donner plus d'argent pour la production de ce blé. Si, pendant ce temps, on nous laisse croire que le bill va servir nos intérêts, alors nous serions les premiers à être blâmés.

L'autre jour, j'ai voté en faveur de la proclamation de la loi sur les mesures de guerre. J'ai cru que cette initiative gouvernementale s'imposait, mais quelques jours plus tard, le premier ministre pointant un doigt accusateur sur l'opposition déclarait: «Vous avez appuyé notre mesure. Que voulez-vous donc de plus?». Je vous le dis, monsieur l'Orateur. Je dois être très critique. De fait, c'est mon devoir en ma qualité de député de l'opposition, notamment lorsque je me rends compte des autres lacunes de ce projet de loi. J'appuierai le gouvernement lorsque je penserai que la chose est nécessaire, mais savez-vous que l'autre jour le premier ministre a tenté de m'humilier parce que j'avais voté avec le gouvernement, mais chaque fois que je croirai qu'on se trompe, je ne manquerai pas de le signaler.

[M. Korchinski.]

Quelle est la situation au sujet de la graine de colza. Cette céréale est progressivement acceptée sur le marché mondial. Ce projet de loi ne nous dit pas comment le gouvernement réglera cette question, s'il fournira des installations d'entreposage ou d'autres du même genre. Le ministre a laissé entendre qu'il veut bien accepter certains amendements, mais il nous avait dit le printemps dernier, vous vous en souvenez, que nous travaillions contre l'intérêt du pays parce que nous nous opposions au bill précédent. Il nous avait dit que le blé ne pourrait se vendre sans cette mesure législative. On avait alors insisté sur la teneur en protéines. Maintenant il est évident que la question n'était pas là.

A l'époque, le chef de l'opposition (M. Stanfield) avait demandé: «Accepteriez-vous de notre part une proposition visant à ajouter au bill une disposition relative à la teneur en protéines, après quoi nous pourrions nous entendre?». Le ministre avait été le premier à s'y opposer, parce que le bill renfermait plus de choses qu'il n'en laissait paraître. L'argument majeur du ministre, c'était la teneur en protéines, et tout d'un coup, voilà qu'il veut nous faire gober tout le bill.

Monsieur l'Orateur, les agriculteurs ne sont pas aussi stupides que le ministre le croit. Ils savent que le ministre aurait pu présenter un bill abrégé, sans débat à la Chambre, et que si c'est de cela qu'ils ont besoin, ils pourraient l'obtenir. Chacun de mes collègues, je lui en donne ma parole en ce moment même, m'a assuré qu'il serait d'accord là-dessus. Je suis persuadé aussi que les autres députés de l'opposition se rendraient compte de la sagesse de cette ligne de conduite. Nous n'allons sûrement pas approuver l'élimination de toutes ces villes, ce qui est exactement ce qu'on veut faire.

Je sais comment ces agents d'élévateurs travaillent. Je me suis entretenu avec eux. Je suis sûr qu'il est arrivé au ministre de visiter des élévateurs et d'y observer les travaux. Les petites villes tirent la moitié peut-être de leurs recettes fiscales des élévateurs, et, si elles devaient perdre ceux-ci, elles disparaîtraient. Dans une circonscription comme celle que je représente et qui dépend entièrement et uniquement d'établissements de ce genre, ce bill peut signifier la fin d'agglomérations tout entières. Certes, le ministre ne veut ni n'attend pas cela. S'il veut le classement quant à la teneur en protéines, qu'il le dise et nous pourrions passer à l'autre argument. Mais il veut plus et ce n'est pas ce qu'il recevra de moi. Lorsque le ministre de la Saskatchewan déclare qu'il peut vendre 700 millions de boisseaux de grain, tant mieux pour lui et les cultivateurs. J'espère qu'ils en vendront un milliard. Rien de mieux ne se serait jamais produit; ce serait une défaite pour certains de nous, mais l'économie se porterait à merveille. Mais nous devons nous assurer que le pays ne s'emballe pas pour un coup de fortune. Même si nous vendons un milliard de boisseaux de grain, nous ne devons pas faire disparaître des localités tout entières en même temps et c'est ce que le ministre semble tenter de faire.

• (4.50 p.m.)

Dans les mémoires qu'ils ont présentés plus tôt cette année, les exploitants d'élévateurs ont indiqué qu'ils pouvaient manutentionner le grain de la manière la plus économique et la plus rapide possible. J'ai moi-même des